

Crise malienne : synopsis au 22 mai 2012

Situation des réfugiés et déplacés ; situation humanitaire par secteur

Nota bene : Ce document est une synopsis de la crise malienne et ses conséquences dans les pays frontaliers (Niger, Burkina Faso, Mauritanie, Algérie) et n'est donc pas exhaustif.

Il a vocation à compléter les différentes sources d'information dont chacune et chacun disposent ; cet aperçu mérite d'être enrichi par ses lecteurs.

Situation politique

Accord signé pour une période de transition de douze mois

La CEDEAO et les anciens putschistes ont conclu dimanche 20 mai, un accord fixant à 12 mois la période de transition au Mali. Le décompte commencera après les 40 jours d'intérim, assurés par Dioncounda Traoré, qui restera président de la transition. (*Information du 21 mai 2012*)

(Source : <http://www.jeuneafrique.com>)

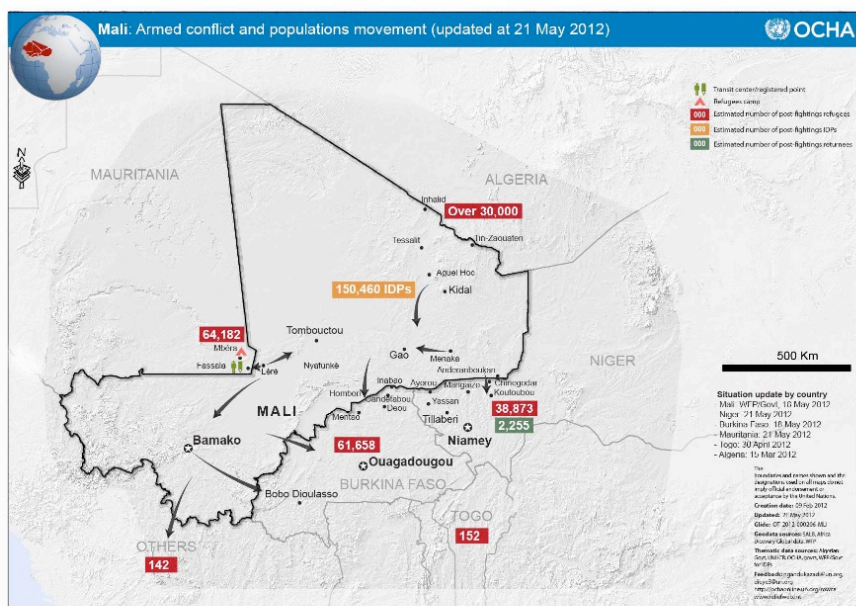
Le président par intérim Dioncounda Traoré agressé au palais présidentiel

Tout juste désigné président de la transition au Mali, Dioncounda Traoré a été blessé à la tête à son bureau du palais présidentiel de Koulouba à Bamako, après avoir été attaqué par des manifestants en colère contre sa désignation, lundi 21 mai. Sa vie ne serait pas en danger, rapporte l'AFP. (*Information du 21 mai 2012*)

(Source : <http://www.jeuneafrique.com>)

Réfugiés et déplacés

Depuis la mi-avril, le nombre des personnes déplacées par la crise au Mali a encore augmenté et il approche **335.000 personnes** à la mi-mai. Les chiffres doivent toutefois être pris avec précaution, car soumis à de nombreuses incertitudes. Selon les décomptes de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), on comptait au **21 mai** environ **166 968 réfugiés** entre le **Niger** (41 128), le **Burkina Faso** (61 658) et la **Mauritanie** (64 182), mais il faut y ajouter plusieurs milliers de personnes installées en Mauritanie, notamment à Nouakchott, ou encore à Niamey au Niger et qui ne sont pas enregistrées comme réfugiées par le HCR. Quant aux réfugiés en **Algérie**, aucune nouvelle estimation n'a été donnée depuis le chiffre de **30 000** fourni le 19 mars par le ministre algérien de l'Intérieur. Enfin, plusieurs dizaines de maliens sont allés présenter des demandes d'asile dans des pays plus lointains comme le **Togo** ou la **Guinée**. Quelques tendances se dégagent toutefois, avec un **afflux plus important** de réfugiés dans les pays voisins du Mali cette semaine, après un net ralentissement des nouvelles arrivées durant la seconde quinzaine d'avril.



| Répartition des réfugiés par pays | Population estimée |
|-----------------------------------|--------------------|
| Mauritanie | 64 182 individus |
| Burkina Faso | 61 658 individus |
| Niger | 41 128 individus |

Dernière mise à jour : 21/05/2012

Le nombre des **déplacés** au Mali est au moins aussi incertain. Si on commence à mieux estimer combien sont venus s'installer dans les villes de la partie sud du pays, les chiffres concernant le nombre des personnes déplacées dans les trois régions du nord sous le contrôle des différents groupes rebelles restent incertains. Les estimations sont d'autant plus difficiles que la présence humanitaire dans le nord reste très limitée, même si elle n'a jamais cessé. Les Nations Unies en sont absentes et les autres acteurs humanitaires (CICR, ONG) ont retiré leur dernier personnel international lors de la conquête du nord par les groupes rebelles, au plus tard début avril. Au **22 mai**, on retenait un chiffre de **150 460 déplacés internes** tenant compte de chiffres fournis fin avril par la protection civile et la Croix Rouge, par une mission inter-agences présente à Mopti, par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les autorités de Sikasso.

Depuis la mi-avril, de nouveaux financements du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) ont été accordés à l'UNICEF, au HCR, à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et au Programme Alimentaire Mondial (PAM) en liaison avec la situation des réfugiés.

| Répartition par ville et région des déplacés internes | Population estimée |
|---|--------------------|
| Ville de Ségou | 800 |
| Ville de Bamako | 30 000 |
| Région de Mopti | 11 560 |
| Régions de Tombouctou, Kidal et Gao | 107 000 |
| Région de Sikasso | 2 674 |

Le bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies estime qu'environ **97%** des déplacés internes vivent chez des **familles d'accueil** ou dans des **communautés**, **67%** étant également dépendants de ces derniers pour se nourrir. Des rapports indiquent des **retours spontanés** de Bamako au nord du pays ainsi que des zones rurales du nord aux zones urbaines du nord Mali.

-> Une cartographie détaillée des camps et profil des populations enregistrées a été établie par l'UNHCR (cf sitographie ci-après).

Besoins humanitaires des réfugiés

Les principaux besoins humanitaires des réfugiés sont les mêmes dans les différents pays d'accueil : eau potable et assainissement, nourriture, abris, santé, environnement protecteur pour les enfants et les femmes vulnérables, entre autres. Les besoins en eau et en nourriture concernent aussi les troupeaux apportés par certains réfugiés, en particulier au Burkina Faso et en Mauritanie. Le partage des ressources est susceptible de créer des tensions avec les communautés d'accueil, d'autant que les réfugiés se sont installés dans certaines des régions du Sahel les plus affectées par la sécheresse et la crise alimentaire et nutritionnelle qui en résulte.

Accès humanitaire

Au Mali, il faut distinguer la situation au sud et celle qui prévaut au nord. Dans le **nord**, outre la difficulté à évaluer et à localiser le nombre des déplacés mais aussi des personnes non déplacées mais qui sont dans le besoin se pose la **question de l'accès humanitaire**. Le CICR a ainsi annoncé début mai la reprise des activités de l'hôpital de Gao, interrompues en avril et Médecins du Monde a entre autres, effectué une campagne de vaccination contre la coqueluche, la rougeole et la poliomyélite du 25 avril au 4 mai dans la région de Kidal. D'autres acteurs ont pu faire parvenir de l'aide, notamment l'UNICEF, qui annonçait début mai avoir pu faire parvenir des biens non alimentaires et des produits pour la nutrition à 55 000 bénéficiaires par le biais des organisations partenaires. Des comités ad hoc se sont également constitués dans toutes les régions pour assurer la distribution de biens alimentaires et non-alimentaires. Il restait cependant à la mi-mai des incertitudes sur la possibilité de disposer dans le nord d'un véritable espace dans lequel les acteurs humanitaires pourraient travailler en sécurité et avec l'assurance que les principes humanitaires de base de neutralité et d'impartialité seraient respectés, et que l'aide irait bien à ceux qui en ont le plus besoin.

Dans le **sud du pays**, la situation est différente. Si la présence de déplacés exerce une **pression supplémentaire** sur différentes structures, notamment médicales, celles-ci continuent de fonctionner. Surout, **l'accès aux populations dans le besoin ne pose pas de difficulté**, alors même que la **majorité des personnes affectées par la crise alimentaire** dans le pays vivent dans les régions du sud.

Droits humains

Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées par les affrontements au nord du Mali et des dizaines ont été victimes de **détentions arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires** et de **violences sexuelles**, y compris de viols, selon Amnesty International. Selon les témoignages recueillis par l'ONG, des femmes et des jeunes filles ont été violées, parfois collectivement, par des hommes armés dont des membres du groupe armé touareg, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), notamment à Ménaka et Gao. De manière générale, toutes les parties au conflit ont commis et continuent de commettre des violations et des atteintes aux droits humains.

Des soldats maliens ont frappé et exécuté de manière extrajudiciaire trois hommes non armés accusés d'espionnage pour le compte du MNLA à Sévaré (à 630 kilomètres au nord de Bamako) le 18 avril 2012. D'autres suspects sont détenus dans des endroits qui ne sont pas recensés comme lieux de détention, comme la Direction générale de la sécurité d'État (DGSE).

De même, des soldats maliens faits prisonniers par des groupes armés ont été exécutés sommairement et certains ont subi des mauvais traitements. Des informations attestent également de la présence d'enfants soldats dans les rangs des groupes armés touaregs et islamistes qui ont pris le contrôle du nord du pays.

Plusieurs témoignages faisant état de la pression exercée par des membres d'Ansar Eddin sur la population afin qu'elle change de comportements, conformément à son interprétation fondamentaliste de l'islam. Des témoins ont déclaré que l'imposition de ces nouveaux comportements a été accompagnée d'intimidations et de violences physiques, y compris d'exécutions arbitraires et délibérées.

➔ *Pour accéder au rapport d'Amnesty International « Mali : retour sur cinq mois de crise. Rébellion armée et putsch militaire » :*
<http://www.amnesty.org/fr/library/info/AFR37/001/2012/fr>

Sécurité alimentaire et nutrition

3,5 millions de personnes environ sont touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle au Mali dont 1,76 million au Nord (dont les régions de Segou et de Mopti). 175000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë sévère dans le pays, et plus de 385 000 souffrent de malnutrition aiguë modérée.

La situation qui prévaut au nord du Mali demeure précaire, mais la grande majorité des personnes touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle se trouve au sud et nécessite une aide d'urgence.

Pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle, le FTS estime aujourd'hui que 119 millions de dollars sont nécessaires. Au 21 mai, les acteurs humanitaires avaient reçu 53% de cette somme.

De janvier à mars, environ 3 300 enfants de moins de cinq souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été admis pour des soins, et près de 3100 ont été pris en charge dans les régions de Kayes, Koulikoro, Segou et Mopti. 2 000 cartons de Plumpy'Nut ont également été distribués par le Ministère de la santé publique dans 21 districts du sud.

Un des volets de l'action du PAM et du Catholic Relief Services (CRS) est la distribution ciblée et gratuite de vivres. Action Contre la Faim (ACF) a également envoyé une équipe de médecins en soutien de l'hôpital de Gao dans le traitement de la malnutrition aiguë sévère et de la malnutrition aiguë modérée.

Santé

Au Nord du Mali, le système de santé est toujours perturbé, et l'accès aux services de santé reste limité. Certains centres de santé communaux ont toutefois rouverts à la suite d'initiatives personnelles. Le seul hôpital fonctionnel du Nord Mali se trouve à Tombouctou. L'ensemble des structures de santé manque d'équipement, de médicaments et de personnel qualifié.

Au Sud, l'afflux de personnes du Nord a surchargé les services de santé dans certaines régions, notamment dans les régions de Mopti et de Segou.

Le Ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé travaillent à ce jour au renforcement des capacités locales à prévenir et apporter une réponse dans ce domaine, particulièrement dans les régions du nord.

Le convoi d'aide du Haut Conseil Islamique à destination de Tombouctou, Gao et Kidal a permis de distribuer des kits d'urgence de l'OMS ainsi que des kits contre le choléra aux responsables des structures de santé. La seconde campagne de vaccination contre la polio s'est déroulée le 11 mai. Près de 4 400 000 enfants âgés de 0 à 5 ans ont été vaccinés à travers le territoire.

L'UNICEF a également fourni de la vitamine A et de l'Albendazole pour une campagne intégrée de vaccination menée par Médecins du Monde début mai à Tessalit.

Éducation

Une collecte de données sur les enfants déplacés scolarisés continue. Ils sont aujourd'hui près de 1500 à être enregistrés dans les écoles primaires de Bamako, Kayes, Koulikoro, Segou et Mopti.

En matière de renforcement des capacités des acteurs humanitaires, des agents du Ministère de l'éducation, des Nations Unies et de la société civile ont bénéficié d'une formation à l'éducation dans l'urgence.

Sitographie des Nations Unies

Mali Urgence complexe - Rapport de situation No. 5, (22.05.2012), OCHA : <http://reliefweb.int/node/498493>

Bulletin d'information pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, OCHA, mai 2012 : <http://ochaonline.un.org/westafrica>
www.unocha.org<http://ochaonline.un.org/OchaLinkClick.aspx?link=ocha&docId=1336884>

Cartographie des camps et profil des populations enregistrées : <http://data.unhcr.org/MaliSituation/largemap.php?zoom=5&lat=15&long=0>

➔ *Nota bene : L'aide est organisée en « clusters », à savoir des coordinations d'ONG, qui prennent en charge des domaines spécifiques :*

| Thématique : | Agence chef de file : |
|----------------------|-----------------------|
| Éducation | UNICEF |
| Sécurité alimentaire | FAO et WFP |
| Santé | OMS |
| Logistique | WFP |
| Nutrition | UNICEF |
| Protection | HCR |
| Télécommunications | WFP |
| WASH | UNICEF |

Synopsis établie par Cités Unies France